

## **RWANDA:**

### **MEMORANDUM CONJOINT DES ORGANISATIONS POLITIQUES FDU-INKINGI ET RNC SUR LA VISITE DU PRÉSIDENT PAUL KAGAME A PARIS (12-13 septembre 2011).**

**A L'ATTENTION DU *GOUVERNEMENT FRANÇAIS***

#### **Sujet : Situation des droits de l'homme et verrouillage de l'espace politique.**

La plateforme des organisations politiques de l'opposition rwandaise composée des formations politiques FDU-Inkingi et RNC (Rwanda National Congress) a appris avec amertume la venue en France du président Kagame. Les deux formations politiques rappellent que le président Paul Kagame fait l'objet d'enquêtes judiciaires sur la mort de citoyens français (dossier du juge Bruguière de novembre 2006), ainsi que sur la mort de centaines de milliers de réfugiés rwandais et de citoyens congolais (Mapping Report)<sup>1</sup>. Il a aussi été épinglé par d'autres rapports antérieurs tels que le rapport Garetton et par l'acte d'accusation du juge espagnol Fernando Andreu Merelles.

On rappellera aussi que son régime maintient en détention depuis le 12 janvier 2010 un citoyen français, Jean Rwabahizi. Et nous espérons encore que la France ne laissera pas impunie l'exécution sauvage, à Kigali, de deux gendarmes français désarmés, de l'épouse de l'un d'eux, de leur domestique et de leur chien.<sup>2</sup>

Sa venue en France, berceau des droits de l'homme, en plein milieu de ce que le monde appelle le printemps arabe, et après la chute du régime du colonel Khadafi en Libye, consacre une politique de deux poids deux mesures et c'est le moins que l'on pouvait attendre d'un pays ami du peuple rwandais depuis des années.

#### **La situation des droits de l'homme au Rwanda**

Dans son article 2, la recommandation n° 962 (1983) du Conseil de l'Europe stipule que " *les droits de l'homme sont devenus un sujet de préoccupation important dans les relations internationales,*

---

<sup>1</sup>

<http://www.ohchr.org/en/Countries/AfricaRegion/Pages/RDCProjetMapping.aspx>

<sup>2</sup> Pierre Péan/Noires fureurs, Blancs menteurs/pages 322 à 329

*que toute politique de coopération au développement doit prendre en considération la situation des droits de l'homme".*

En son article 7, la même recommandation renchérit : " *le régime politique le plus approprié à la protection effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales est la démocratie pluraliste reconnaissant la primauté du droit*". Et de conclure en son article 8 que " *les droits civils et politiques d'une part, et les droits économiques, sociaux et culturels d'autre part, sont universels, et qu'il n'y a aucune raison d'établir un ordre de priorité entre les besoins élémentaires et les droits fondamentaux de l'homme (dilemme du pain et de la liberté)*".

L'accord de Cotonou signé en janvier 2000 et auquel la France a activement participé fait du " *respect des droits de l'homme, des principes démocratiques basés sur l'État de droit et la gestion transparente et responsable des affaires publiques*" un de ses cinq piliers.

Dans un document intitulé "Justice compromise, l'héritage des tribunaux communautaires Gacaca au Rwanda" rendu public en mai 2011, l'organisation américaine Human Rights Watch demande notamment aux partenaires du Rwanda, dont fait partie la France:

1. De continuer à soulever auprès des autorités rwandaises les affaires impliquant des erreurs judiciaires ou des violations du droit à une procédure équitable et insister pour qu'elles y portent remède. C'est le cas de nombreux dossiers en cours, tel que celui de Madame Victoire Ingabire UMUHOZA, présidente des FDU INKINGI, inculpée de crimes imaginaires d'idéologie du génocide et de révisionnisme. Ces lois délibérément vagues ont été condamnées sans réserve par les organisations Amnesty International<sup>3</sup> et Human Rights Watch et bien d'autres;
2. D'appeler le gouvernement rwandais à mettre fin à toute ingérence dans les procédures judiciaires et à sanctionner les agents de l'État qui abusent de leur pouvoir ou qui tentent d'influencer les affaires judiciaires. Le président Kagame est le premier à faire pression sur la justice par ses nombreuses prises de position sur des dossiers judiciaires en cours.

Parlant de Kagame, Ian Birrell<sup>4</sup> du journal anglais Daily Mail écrit : "c'est l'homme qui a déclenché la guerre au Congo voisin en 1996, qui a conduit à la mort plus de 5 millions de personnes et mis en pièces le pays, et qui utilise l'argent des contribuables anglais pour réduire au silence ses adversaires politiques" (*This is a man who launched a war with neighbouring Congo in 1996 which led to more than five million deaths and tore Congo apart – and has used British taxpayers' money to silence his critics*). Et de fait, cet homme a été personnellement impliqué dans les tentatives d'assassinat de réfugiés rwandais en Afrique du Sud et en Angleterre, ce qui a motivé des mises en garde de la

3

Safer to stay silence, the chilling effect of Rwanda's genocide ideology and sectarianism, 2010

4

<http://www.dailymail.co.uk/debate/article-2019187/Monster-genocide-rape-squads.html#ixzz1THIUrdOD>

police métropolitaine britannique en date du 12 mai 2011 (Appendix F. Notice of Threat to personal safety, Ref.1/2/1964, Scotland Yard).

Lors de la dernière session de la commission onusienne des droits de l'homme 24 janvier au 4 février 2011, la délégation autrichienne a notamment indiqué qu'elle s'inquiétait de la situation carcérale, des procédures judiciaires, de la détention des mineurs d'âge, ainsi que de la loi de 2009 sur les médias (*It was concerned, however, about prison overcrowding and lack of separation of pre-trial detainees and convicted offenders. It was concerned about the length of pre-trial detention, and limited possibilities for rehabilitation in the area of juvenile justice. Austria requested information on measures taken to address these concerns. Austria was also concerned about restrictions imposed by the 2009 media law to the press and journalists and requested information on measures envisaged to tackle these problems*)<sup>5</sup>.

La délégation canadienne, dont le pays a, tout comme la France, une longue expérience au Rwanda, a renchéri en exprimant ses inquiétudes non seulement sur la loi sur les médias, mais également sur les fraudes électorales, la loi sur l'idéologie du génocide et ses abus, le refus d'enregistrer des partis de l'opposition, ainsi que la loi sur les ONG (*Canada expressed concerns about: the restrictions imposed by Media law on freedom of expression; the scope of the law on ideology of genocide and its possible misinterpretation and abuse; the allegations of manipulations in the registration of political parties; and alleged political interferences in the administration of justice. Canada welcomed the efforts made to review the law governing NGOs*). Toutes ces critiques émanant de pays membres de l'OCDE ne devraient pas laisser indifférente la France des droits de l'homme et partenaire historique de l'Afrique.

Les Nations Unies reconnaissent également qu'il existe un lien étroit entre la promotion des droits de l'Homme et le développement des nations. Quand une société est libre et que les populations peuvent jouir entièrement des libertés reconnues, elles sont créatives et elles contribuent effectivement au développement du pays. Le Rwanda ne peut pas être une exception.

La situation économique

Défendant la décision d'inviter le président Kagame à Paris, l'ambassadeur de France à Kigali a mis en avant le bilan économique du régime du FPR (*réponse à Monsieur Stéphane Sonck parue sur le site Internet IBUKABOSE*). Il appuyait ainsi, peut être sans le vouloir, les propos du président

<sup>5</sup>

Kagame lors de son discours d'investiture prononcé le 6 septembre 2010, devant un parterre d'invités. Le président rwandais avait alors déclaré que "**les peuples africains n'avaient pas besoin de démocratie, mais de lutte contre la pauvreté**". Auparavant, il avait défendu cette thèse dans une carte blanche au journal britannique *Financial Times*. Ceci constitue une violation flagrante du principe universellement défendu par les démocraties occidentales de ce qu'on appelle le dilemme du pain et de la liberté. Tout d'abord le peuple rwandais est suffisamment mûr pour choisir ce qui lui convient. Ensuite, le soi-disant miracle économique du Rwanda n'est que pur propagande.

Contrairement à ce que prétend le régime, l'économie rwandaise reste structurellement préoccupante pour au moins cinq raisons:

1. La croissance économique tant vantée est fort discutable. Ainsi, « African Dictator » l'a-t-il souligné, à juste titre, sous le titre éloquent : « *Kagame's "Economic Miracle" is fraud* »<sup>6</sup>. En tout état de cause, cette croissance est loin d'être endogène et potentiellement auto entretenue. En effet, comme le fait remarquer Bjørn Willum, jamais dans l'histoire, le pays n'a été aussi dépendant de l'aide étrangère : " *The country is extremely dependent on donor loans and grants, which finance roughly half of the government's budget*"<sup>7</sup>. Auparavant, l'entièreté du budget ordinaire ou de fonctionnement était financé par des ressources propres et il n'y avait pas d'aide budgétaire directe.
2. Le fossé entre riches et pauvres se creuse inexorablement. Selon les chiffres rendus publics par le ministère en charge de l'économie dans un document intitulé "Economic Development & poverty reduction strategy 2008-2012" de 2007, le nombre total de rwandais vivant en dessous du seuil de pauvreté est de 60% aujourd'hui. Ce chiffre était de 40% sous le précédent régime. Lorsqu'on considère le coefficient GINI, on se rend compte que 40% de la richesse nationale est détenu par 10% de la population. A ce déséquilibre au niveau global se greffe un déséquilibre au niveau régional. En effet, le document ci haut cité émanant du gouvernement même du FPR, reconnaît de fortes disparités entre la province de l'Est et les autres provinces, celle du Sud étant la plus pauvre.<sup>8</sup>
3. L'instabilité politique. Comme souligné avec raison par le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) «National Human Development Report – Rwanda 2007», « si rien n'est fait pour combler le fossé entre riches et pauvres, si l'aide extérieure n'est pas équitablement distribuée et si une démocratie effective n'est pas instaurée au Rwanda, le pire pour le Rwanda est à craindre ». Les Nations Unies reconnaissent qu'il existe un lien de causalité entre la

---

<sup>6</sup> <http://www.africandictator.org/?p=3146>

<sup>7</sup> <http://www.willum.com/dissertation/5rwandaneconomy.PDF>

<sup>8</sup> The poverty headcount fell significantly in Eastern Province and declined by smaller amounts in Northern Province and in the City of Kigali. However, poverty in Southern Province did not change significantly, which is a cause for concern since the South is now the poorest province (Figure 2.4 and Appendix 1: Table A2.4). Calculations show that 68% of the total reduction of poverty in the country was accounted for by poverty reduction in Eastern Province.

promotion des droits de l'Homme et le développement des nations. Quand une société est libre et que les populations peuvent jouir entièrement des libertés reconnues, elles sont créatives et elles contribuent effectivement au développement du pays. L'instabilité politique crée un climat d'incertitude qui n'est pas propice aux investissements.

4. Le contrôle de tous les secteurs de l'économie rwandaise par le président Kagame défie les règles de la libre concurrence. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un simple regard sur les activités de son holding Tristar, baptisé Crystal Ventures Ltd (CVL) depuis 2009 : « *The company's portfolio is fairly diversified stemming from both the above strategy and also from a risk management perspective. The sectors currently invested in include civil works and concrete products, construction and real estate development, telecommunications, agricultural value addition, aviation charter services, security services, printing and publishing, furniture trading and manufacturing, building materials, media systems, property management and engineering services and diversified investment groups. Through its portfolio companies, CVL employs over 3,000 people of whom over 1,000 are permanent employees. The current project pipeline includes opportunities in packaging materials, building materials, horticulture, agro-processing, hotels and hostels, manufacturing electrical cables and heavy equipment* ».<sup>9</sup>

Parmi les nombreux écrits fustigeant l'emprise de Kagame sur l'économie rwandaise, il y'a lieu de citer celui d'« African Dictator » : « [Pathological liar Kagame: How does he get away with it?](#) »<sup>10</sup> A noter que le site du holding CVL ne donne pas tous les renseignements et que, depuis quelque temps, ceux-ci disparaissent au gré des dénonciations. Le cas de « *Aviation charter services*, <http://www.replinvestments.com> ». « Repli Investments Ltd », succursale de CVL établie en Afrique du Sud, a en effet été retirée du site depuis la parution de l'article « [Who said luxury was only for the rich? Rwanda splurges on luxury jets](#) »<sup>11</sup> qui pointait du doigt deux avions de luxe appartenant à Kagame et dont l'un des bénéficiaires est Tony Blair, ancien premier ministre britannique. Le cas également de la liste de trois hommes de paille de Kagame qui vient de s'évanouir, manœuvre qui n'a pas échappé à « African Dictator » qui raille la supercherie sous le titre : « *Kagame caught in the Act!* ».<sup>12</sup>

5. L'exploitation des « minerais du sang », en provenance du Congo voisin, vient de subir une entrave sérieuse avec l'entrée en vigueur, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, de la « *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* »<sup>13</sup>, à l'instigation du président américain Obama. Cette mesure salubre pour les Congolais a gravement contrarié le régime de Kagame qui a vainement lancé des protestations (voir notamment l'article : « [Rwanda protests new US mineral policy](#) »).<sup>14</sup>

## **Le verrouillage de l'espace politique et médiatique**

Dans une dépêche datée du 23/08/2011, Human Rights Watch a demandé au gouvernement rwandais d'arrêter les actes d'intimidation à l'égard des activistes des droits de l'homme. Ceci faisait suite à l'arrestation et la détention arbitraire de deux activistes d'une organisation locale des droits de l'homme.

Cette même organisation américaine avait écrit, le 29 juillet 2011, que fermer les yeux sur les

<sup>9</sup> <http://www.crystalventuresltd.com/aboutus.php#strategic>

<sup>10</sup> <http://www.africandictator.org/?p=3532>

<sup>11</sup> <http://ellyakanga.wordpress.com/2010/02/17/who-said-luxury-was-only-for-the-rich-rwanda-splurges-on-luxury-jets/>

<sup>12</sup> <http://www.africandictator.org/?p=3572>

<sup>13</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Dodd-Frank\\_Wall\\_Street\\_Reform\\_and\\_Consumer\\_Protection\\_Act](http://fr.wikipedia.org/wiki/Dodd-Frank_Wall_Street_Reform_and_Consumer_Protection_Act)

<sup>14</sup> <http://www.busiweek.com/10/page.php?aid=1104>

graves violations des droits de l'homme au Rwanda et les massacres commis en RDC, tout en déversant des milliards de fonds au Rwanda, est un tort en principe et une grave erreur en pratique (*turning a blind eye to serious human rights abuses in present-day Rwanda, as well as massacres committed by Rwandan troops in neighbouring Congo – all the while pouring millions of dollars into the Rwandan government budget – is wrong in principle and damaging in practice*).<sup>15</sup>

S'agissant de l'espace politique, lors de la dernière réunion de la commission onusienne des droits de l'homme à Genève, la Grande Bretagne a souhaité que le Rwanda traite sur le même pied d'égalité tous les partis politiques et qu'il instaure un système transparent d'enregistrement des partis politiques ". (*Treat all political parties on an equal footing and offer them equal opportunities in line with articles 25 and 26 of ICCPR, including through a transparent and impartial party registration process*) (United Kingdom of the Great Britain and Northern Ireland).<sup>16</sup>

La France est bien au courant des tracasseries dont font l'objet les partis d'opposition au régime du FPR au Rwanda. En effet, après avoir banni les partis politiques MDR, PDR Ubuyanja, ADEP-Amizero et disloqué le parti PS Imberakuli, refusé l'enregistrement des partis Democratic Green party of Rwanda et FDU - INKINGI ; jeté en prison des dizaines de politiciens dont l'ancien président de la République Pasteur Bizimungu, le Ministre Charles Ntakirutinka, le candidat malheureux aux présidentielles de 2003, le Docteur Théoneste Niyitegeka, Madame Victoire Ingabire Umuhoza présidente des FDU - INKINGI , Maître Bernard Ntaganda président fondateur du parti PS Imberakuri, Monsieur Déo Mushayidi président du parti PDP Imanzi ; assassiné le vice président des Verts, André Kagwa Rwisereka et forcé à l'exil son président, Monsieur Frank Habineza; aujourd'hui il n y a aucun parti d'opposition qui fonctionne normalement au Rwanda. Lors de la visite du président Sarkozy à Kigali le 25 février 2010, la concertation des partis de l'opposition avait déjà sollicité la France pour faire pression sur le régime, mais rien n'a été fait et la répression politique se poursuit.

### **La transparence politique (accountability)**

Le régime rwandais ne doit pas se sentir immunisé contre des critiques légitimes sur sa gestion

---

<sup>15</sup>

<http://www.hrw.org/news/2010/10/01/dr-congo-q-united-nations-human-rights-mapping-report>

<sup>16</sup>

[http://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/Session10/RW/Rwanda-A\\_HRC\\_WG.6\\_10\\_L.2-eng.pdf](http://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/Session10/RW/Rwanda-A_HRC_WG.6_10_L.2-eng.pdf)

catastrophique des droits de l'homme et sa gouvernance totalitaire en général. L'opacité dans la gestion des deniers publics, comme en témoignent les récentes sorties mégalomanes du président Kagame qui se fait accompagner et accueillir par des foules payées, lûgées et blanchies aux frais de l'Etat (à Chicago, à Bruxelles, à Paris) est un signe qui ne trompe pas. Le régime doit notamment faire toute la lumière sur l'empire financier occulte constitué par le parti au pouvoir, le FPR, sous le couvert des sociétés écrans comme **Tri-Star sarl** et **Rwanda Investment Group**<sup>17</sup>. Le parti serait même propriétaire du **seul quotidien** «The New Times », qui s'est fait un nom en s'érigeant en porte parole des services secrets. Le président Paul Kagame est aujourd'hui l'une des personnes les plus riches du monde. Ses richesses s'étendent à deux avions de luxe (ultra-jets VIP de tourisme) utilisés par le président et les VIP, à des propriétés immobilières au Rwanda, en Afrique, en Europe, aux Etats Unis et à des sociétés offshore aux Panama, en Afrique du Sud, et ailleurs ainsi qu'à des participations aux capitaux sociaux dans de nombreuses sociétés nationales ou internationales.

## Conclusion

Le tapis rouge offert au Président Kagame à Paris est aussi un mauvais signal pour de nombreux Rwandais francophones qui ont souffert de l'abolition et du bannissement du français dans les écoles et dans l'administration centrale alors que le pays avait investi des sommes incroyables pendant près d'un siècle dans la promotion de cette culture.

Le peuple rwandais en a assez des chiffres falsifiés sur la croissance économique, une pratique qui rappelle le sinistre régime de Staline. Ceux qui se laissent éblouir par la capitale Kigali, véritable « village Potemkine », lui font beaucoup de tort lorsqu'ils se font des relais de la propagande mensongère d'une tyrannie. La population attend toujours les fruits de cette croissance dans le portefeuille et en termes de création d'emploi. La famine sévit dans plusieurs régions et la proportion de gens vivant en dessous du seuil de pauvreté ne cesse d'augmenter. Les enfants quittent l'école faute de frais de scolarité. Les exclusions économiques et les inégalités salariales y compris dans la fonction publique sont criantes. Ce sont autant de sources de tension peu favorables à l'investissement.

Comme l'a bien souligné Charles Landow<sup>18</sup>, il ne s'agit pas de demander l'arrêt de l'aide étrangère,

<sup>17</sup>

Rwanda Briefing, page 25

<sup>18</sup>

The Kagame dilemma, September, 8th, 2010 (the author is associate director of the Civil Society, Markets and Democracy Initiative at the Council on Foreign Relations USA).

dont le pays est tributaire à plus de 50% de ses capacités financières. Il s'agit de l'aiguiller exclusivement vers la construction de capacités institutionnelles du pays (*institutional capacity for the country*) et non du président (*political capacity for the president*).

Dès lors, la France devrait aider prioritairement le Rwanda à enclencher un véritable processus démocratique, à l'instar de ses voisins burundais, congolais et tanzaniens. La société civile, les organisations non gouvernementales, les partis politiques et les médias ont besoin de l'aide de la France, à l'instar de ce qu'elle a fait en Libye, pour promouvoir un dialogue politique sincère<sup>19</sup>. Elle devrait également oser dénoncer les manquements et erreurs du gouvernement pour éviter cette impression d'impunité qu'il s'est forgé depuis son arrivée au pouvoir en 1994.

Si donc la visite du président Paul Kagame ne peut être annulée, nous demandons qu'elle soit mise à profit pour appeler le régime à plus de raisons dans la gestion politique et économique du pays, à plus d'équité dans la distribution des richesses du pays et à plus d'équité dans l'administration de la justice et de la sécurité. C'est la seule façon d'éviter un autre drame au Rwanda.

**FDU-INKINGI**

Comité de Coordination

Dr. Nkiko Nsengimana

Coordinateur

Lausanne, 06 septembre 2011

(Signé)

**RNC**

Comité de Coordination

Dr. Théogène Rudasingwa

Coordinateur

Washington DC, 06 septembre 2011

(Signé)

---

19

Donors should prioritize aid to civil society groups independent of the government, such as nongovernmental organizations, political parties, media outlets and others in a position to foster genuine political dialogue